COMPTE-RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 03/12/2020

L'an deux mille vingt, le trois décembre à dix-huit heures, le conseil communautaire, légalement convoqué le vingt-sept novembre, s'est réuni au nombre requis par le code général des collectivités territoriales, à la salle polyvalente de Croissy-sur-Celle, sous la présidence de Jean CAUWEL.

Délégués titulaires présents : Vincent NOEL (Abbeville-Saint-Lucien), Dominique DUFRESNES, Béatrice LINARD, (Ansauvillers) ; Bernard PELOU (Bacouël) ; Laurent TRIBOUT (Beauvoir) ; Hervé BOYAERT (Bonneuil-les-Eaux), Vincent LOISEL (Bonvillers) ; Jean CAUWEL, Marie José AUBET, Annie BRUGAIT, Dominique RENARD, Françoise VAN CANNEYT, Philippe DELANNOY, Jannie ANCELLIN, Jacky DANEZ, Valérie DEFOSSEZ, Philippe BARBIER, Eric DARRAS (Breteuil) ; Thierry VANDEPUTTE (Broyes) ; Dominique COMMELIN (Campremy) ; Jacques TAVEAU (Chepoix) ; Jean-Baptiste CARPENTIER (Conteville) ; Eric TOURAIN (Cormeilles) ; Marc CAGNARD (Croissy sur Celle) ; Jean PUPIN (Domeliers) ; Sylvain GERMAIN (Esquennoy) ; Eric PIERRET (Fléchy) ; Sylvie LECLERC (Fontaine-Bonneleau) ; Mikaël FEIGUEUX, Nadine BAZIN (Froissy) ; Luc VENTRE (Gouy-les-Groseillers) ; Maïlys DERIVRY (Hardivillers) ; Simon CALLAIS (La Herelle) ; Jean Pierre GREVIN (Le Crocq) ; Mathieu BOUREUX (Le Gallet) ; Philippe GHEERAERT (Le Mesnil St Firmin) ; Emilie DUBOURGET (Le Quesnel Aubry) ; Gérard LEVOIR (Maisoncelle Tuilerie) ; Philippe JACQUIER (Noiremont) ; Arlette DEVAUX (Oroër) ; Xavier TRIPET (Paillart) ; Virginie GAUDEFRIN (Plainville) ; Dominique GAUDEFROY (Puits la Vallée) ; Pierre DUGROSPREZ (Ste-Eusoye) ; Vasco ANTUNES (Sérévillers) ; Jean-Pierre GENESTE (Viefvillers) (46 membres).

Délégués suppléants présents (avec voix délibérative) : Didier THERY remplace Guillaume SAGUEZ (Blancfossé) ; Jean-Marc FEMOLAN remplace Eric TRIBOUT (Catheux) ; Florent WYCHOVALEK remplace Brigitte FLAMENT (Choqueuse-les-Bénards), Denis PYPE remplace Alain VASSELLE (Oursel-Maison), Kathina BOUIN remplace Jean-Pierre POSTEL (Troussencourt) ; Bernard LE CONTE remplace Guillaume MENARD (Vendeuil-Caply) ; Danièle DOBRENEL remplace Reynald OUVRY (Villers-Vicomte) (7 membres).

Pouvoirs : Philippe HUBERT (Ansauvillers) à Dominique DUFRESNES, Nicole CORDIER (Bonneuil les Eaux) à Hervé BOEYAERT (Bonneuil les Eaux) ; Virginie MACHU (Breteuil) à Jannie ANCELLIN (Breteuil), Eric DARRAS (Breteuil) à Philippe DELANNOY (Breteuil) à 19h55 ; Renée GERARD (Mory-Montcrux) à Béatrice LINARD, Jacques TEINIELLE (Noyers-Saint-Martin) à Vincent LOISEL (Bonvillers), Corinne LONGFELS (Noyers-Saint-Martin) à Arlette DEVAUX (Oroër) ; Nadège MALHOMME (Rocquencourt) à Thierry VANDEPUTTE (Broyes) ; (8 pouvoirs).

Délégués titulaires absents excusés non représentés, sans transmission de pouvoir : Jean-Pierre RICARD (Breteuil), Francis MENU (Bucamps), Corinne DELATTRE (Esquennoy), Jean-Pierre NIGRO (La-Neuville-Saint-Pierre), Patrick GUIBON (Montreuil-sur-Brèche), Marc-Philippe RIBEIRO (Reuil-sur-Brèche) ; Maurice MEULIN (Rouvroy-les-Merles), Hervé COMMELIN (Saint-André-Farivillers), Pierre MASSCHELEIN (Tartigny), Nadine GUIGOT (Thieux), (10 membres)

Le quorum étant atteint, le conseil peut valablement délibérer.

Monsieur Dominique DUFRESNES est désigné secrétaire de séance

2020-12-03-01 Procès-verbaux des séances du 29/09/2020 et 29/10/2020(rapporteur Jean CAUWEL)

Il est proposé de les adopter sans réserve, tels qu'ils ont été adressés. Ils sont adoptés par 58 voix pour et 2 abstentions (Sylvain GERMAIN et Eric PIERRET).

2020-12-03-02 Désignation des délégués communautaires au SMOTHD (rapporteur Jean CAUWEL)

Lors du conseil du 15 juillet, il a été demandé aux communes de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour les représenter au SMOTHD. Cette liste doit être arrêtée par la CCOP et transmise au SMOTHD. Il sera proposé d'arrêter les noms des délégués de la CCOP au SMOTHD, pour les communes nous ayant transmis l'information. Aux conseils des 29/09/2020 et 29/10/2020, les délégués suivants ont été désignés :

Communes	Délégués titulaires	Délégués suppléants
Ansauvillers	Jamie GENERMONT	Dominique DUFRESNES
Bonvillers	Isabelle ROUSSELLE	Sébastien GERARD
Choqueuse-les-Bénards	Brigitte FLAMENT	Florent WYCHOVALEK
Doméliers	Nathalie FLAMENT	Emmanuel BOLLOTTE
Esquennoy	Sylvain GERMAIN	Jean-Marc EVRARD
Gouy-Les-Groseillers	Robin VENTRE	Benoit MINART
La Neuville-Saint-Pierre	Jean-Pierre NIGRO	Xavier TABARY
Le Crocq	Philippe DIMPRE	Virginie LECOUSTEY
Le Mesnil-Saint-Firmin	Nadia RUBILIANI	Sylvain ANDRAUD
Maisoncelle-Tuilerie	Armance CRAMET	
Oroër	Arlette DEVAUX	Dominique GUICHETEAU
Puits-La-Vallée	Dominique GAUDEFROY	Jean-Pierre LAFFINEUR
Vendeuil-Caply	Idriss ABDELLATIF	Bernard LE CONTE
Viefvillers	Jean-Pierre GENESTE	Alain LUROIS
Villers-Vicomte	Danièle DOBRENEL	Audrey DEWAEL

Les élus ont disposé de liste des délégués transmis par les communes. Il est proposé de désigner ces nouveaux délégués au SMOTHD. Après délibération, la liste des délégués est arrêtée à l'unanimité par le conseil communautaire.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

2020-12-03-03 Transfert de la compétence « mobilité » (rapporteur Jacques TAVEAU)

La loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) a pour objectif de couvrir l'ensemble du territoire national par une Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) locale. Aujourd'hui, la communauté de communes est fortement encouragée par la LOM à prendre cette compétence Mobilité à l'échelle de son territoire. Dans le cas contraire, la région deviendra automatiquement AOM sur le territoire de la communauté de communes dès le 1er juillet 2021 avec une faible possibilité de retour en arrière. Les élus ont disposé de documents établis par le CEREMA joints à la convocation.

Plusieurs raisons incitent une communauté de communes à prendre la compétence d'organisation de la mobilité

- pour construire un projet de territoire : la communauté de communes choisit de maîtriser l'élaboration de sa stratégie locale de mobilité, en articulation avec les autres politiques publiques locales
- pour devenir un acteur identifié et légitime de l'éco- système local de la mobilité,
- pour décider des services qu'elle souhaite organiser et/ou soutenir, en articulation avec les offres de mobilité publiques ou privées existantes sur son territoire,
- pour rechercher des solutions de mobilité à une échelle qui corresponde à la réalité des besoins de déplacements,

En cas de transfert de compétence à la CCOP, le PETR du Grand Beauvaisis assurerait le conseil et l'ingénierie de la compétence mobilité pour l'ensemble des 4 intercommunalités de son territoire.

Il est proposé de modifier les statuts en demandant le transfert de la compétence « mobilité » des communes vers la communauté de communes. Cette proposition est adoptée par 59 voix « pour » et une abstention (Eric PIERRET).

Cette délibération va nécessiter la consultation des 52 communes de la CCOP qui devront délibérer sur ce sujet dans les trois mois.

2020-12-03-04 Projet de rénovation de la gare de Breteuil-Embranchement et de ses abords (rapporteur Jacques TAVEAU)

Monsieur le Président explique que ce dossier a été ouvert il y a une dizaine d'années, et qu'il a donné lieu à beaucoup de réunions entre la SNCF, la Région, les élus de la CCOP et de la commune, les techniciens. Il précise que la gare de Breteuil-Embranchement située à Bacouël est la seule gare du territoire, qu'à ce titre elle accueille, pas moins de 200 voyageurs chaque jour qui se rendent à Paris ou Amiens/Lille, par les 8 trains qui s'y arrêtent. Le président rappelle qu'il est primordial de repenser la mobilité sur le territoire, alors que cette mobilité passe par les transports en commun qui irriguent le territoire, les lignes d'autobus et le train. Il souligne l'importance que revêt ce point de prise en charge pour nos habitants, à l'heure où les gouvernements tentent de réduire les émissions de CO2 des véhicules circulant sur les routes.

Les derniers contacts physiques ont eu lieu avec les représentants de la SNCF et de la Région (CR de la réunion du 28/01/2020 donné en annexe), réunion au cours de laquelle ont été clarifiées les possibilités d'aménagement de la gare et de ses abords, selon les contraintes de la SNCF.

Un courrier a ensuite été adressé à la SNCF, ou plutôt à sa filiale « Gares et Connexions », qui nous a précisé l'étendue des possibilités. La SNCF entend garder 4/11^{ème} du bâtiment de la gare. Pour le parking, il s'agira de signer une convention d'occupation, d'importants câbles techniques étant enfouis dans le terrain appartenant à la SNCF, il ne serait pas possible de les déplacer sans supporter un coût élevé. Le parking devant la gare appartient également à la SNCF. Il devra faire également l'objet d'une convention pour que l'on puisse l'aménager.

La commune de Bacouël s'engage, de son côté, à acheter un bâtiment, une vieille maison abandonnée, près du Passage à Niveau dont la réserve foncière est importante et constitue la moitié du parking envisagé. La commune de Bacouël s'engage à le céder à 1€ symbolique à la CCOP pour qu'elle puisse réaliser le parking. Cette acquisition constituerait la participation de la ville au projet de parking et de rénovation du bâtiment.

Par ailleurs, la CCOP s'est engagée à réaliser des chemins de randonnée sur son territoire. Des chemins sont à l'étude à partir de Bacouël pour découvrir les villages environnants, et cheminer en direction de Vendeuil-Caply, afin de faire découvrir nos paysages et notre patrimoine.

Pour sa part, la CCOP s'engagerait à :

- Constituer un comité technique et un comité de pilotage avec la SNCF et la Région pour suivre le projet de la rédaction du cahier des charges de l'AMO, qui sera chargé d'étudier la faisabilité du projet de rénovation de la gare, et ses parkings ;
- Rechercher un AMO pour étudier la faisabilité du projet de rénovation de la gare ;
- Rechercher un maître d'œuvre pour réaliser le parking et l'aménagement devant la gare ;
- Participer administrativement, techniquement et financièrement aux deux projets, construction d'un parking et rénovation du bâtiment ;
- Acheter à l'euro symbolique à la commune de Bacouël le terrain supportant la maison du passage à niveau avec le terrain attenant en vue de constituer, après démolition, l'assiette du parking, dès que la commune en aura fait l'acquisition auprès des propriétaires actuels ;
- S'occuper des demandes de subventions pour réaliser le parking au titre de ses compétences « développement économique et touristique », « aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire » et « mobilité » par délégation du conseil régional si nous ne prenons pas d'ici là la compétence. La gare restant la propriété de la SNCF, la CCOP ne fera sans doute que participer au financement arrêté conjointement avec ceux-ci et le conseil régional. Une convention sera alors signée avec « Gare et Connexion ».

Il est proposé, dans un premier temps, faisant suite aux avis favorables des commissions « Développement économique, mobilité, aménagement du territoire », « Actions culturelles et développement touristique » et « Finances, Administration Générale et Santé » :

- D'autoriser le Président à constituer un comité technique sur cette opération, pour réfléchir sur les modalités de réalisation du projet, tant administratives, financières que techniques. Ce comité technique sera composé du président de la CCOP, de 5 délégués du conseil communautaire, dont Mr le Maire de Bacouël, et de 3 autres membres du conseil municipal de Bacouël, assistés des techniciens agréés par le président ;
- De constituer avec les représentants de la SNCF et de la Région Hauts-de-France, un comité de pilotage de l'opération, avec les membres du comité technique ;
- D'autoriser Mr le Président à lancer une consultation pour rechercher un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, pour mener une étude sur la rénovation de la gare ;
- D'autoriser le président à acheter le terrain cadastré Y182, pour 960m², sur la commune de Bacouël à l'euro symbolique et de supporter à cet effet tous les frais relatifs à cette vente ;
- D'autoriser le Président à rechercher un maître d'œuvre pour travailler au projet de réalisation du parking de la gare, et en assurer la réalisation et le suivi de chantier.

- De prévoir les crédits nécessaires au budget, sachant que le BP 2020 a inscrit ceux requis pour l'étude de l'AMO, et pour l'achat de terrains

Ce projet est adopté par 59 voix pour et une abstention Florent WYCHOVALEK, et le Président est autorisé à mettre en œuvre les projets ci-dessus, et à signer tous les actes relatifs à ces projets.

DECHETS et ASSAINISSEMENT

2020-12-03-05 Redevance d'enlèvement des ordures ménagères pour 2021 (rapporteur Jean PUPIN)

VU les dispositions de l'article L. 2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU les statuts la Communauté des Communes de l'Oise Picarde,
VU les dispositions de l'article L.2333-76 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU l'avis favorable de la Commission « Environnement-Déchets » du 24 novembre 2020,
VU l'avis favorable de la Commission « Finances, Administration Générale, Santé » du 26 novembre 2020,

Sur ces bases, Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire la reconduction du barème 2020 pour l'année 2021 selon les modalités suivantes :

- D'une manière générale, la situation des redevables est appréciée au 1^{er} janvier 2020. Toutefois, sur production de justificatifs, des modulations seront possibles pour tenir compte de changements de situation en cours d'année.
- En cas de déménagement d'un redevable vers une commune extérieure au territoire de la Communauté de Communes : application à la redevance annuelle d'un prorata calculé par nombre de mois de présence, tout mois entamé étant compté.
- En corollaire, tout nouvel arrivant sur une commune du territoire de la Communauté de Communes sera redevable : un prorata sera appliqué à la redevance annuelle calculée au nombre de mois de présence, tout mois entamé étant compté.
- Tout redevable changeant de catégorie en cours d'année (du fait d'un décès, d'une naissance, d'un divorce...) se verra appliquer une révision de sa redevance. Celle-ci sera calculée au prorata du nombre de mois dans chaque catégorie, tout mois entamé dans la catégorie initialement appliquée sera compté dans cette catégorie.
- Les résidences secondaires sont assimilées aux résidences principales.
- Les professionnels qui pourront justifier d'un contrat de traitement spécifique de la totalité des déchets générés par leur activité pourront bénéficier d'une exonération totale de la REOM.
- En application de l'instruction n° 00-109-MO du 29 décembre 2000, qui indique qu'une collectivité peut, pour des raisons pratiques, considérer une résidence à habitat vertical, notamment, ou une résidence en copropriété comme un usager unique, la Communauté de Communes émettra une redevance globale pour l'ensemble des logements considérés, charge aux gestionnaires, (syndics ou sociétés immobilières bailleuses) de répartir cette charge entre les résidents.

Le calcul de la redevance globale sera établi selon le barème général et en fonction de la composition des foyers au 1^{er} janvier de l'année.

Suite aux orientations proposées par la commission « déchets-environnement », Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire de reconduire les catégories suivantes :

Catégorie n°1 :

- foyers d'une personne seule ;
- divers gîtes (une redevance par gîte) ;
- Chambres d'hôtes (une redevance quel que soit le nombre de chambres) ;
- Campings : une demi-redevance par emplacement déclaré ;
- Hébergements collectifs avec restauration : une redevance par tranche de 5 lits ;
- Hébergements collectifs sans restauration : une redevance par tranche de 20 lits ;
- Etablissements d'enseignement secondaire : une redevance par tranche de 50 élèves.

Catégorie n°2 :

- foyers de deux personnes.

Catégorie n°3 :

- foyers de trois personnes et plus.

Catégorie n°4 :

- Communes.

Catégorie n°5 :

- - professionnels et assimilés, ainsi que les associations ayant leurs propres locaux et ayant sollicité des dotations en bacs de Tri et/ou d'ordures ménagères. Les associations seront classées dans les sous-catégories selon la nature de leur activité en référence aux activités similaires exercées par les professionnels. Les 7 sous-catégories sont définies comme suit :

Catégorie 5.1	Artisans bâtiment, entretien mécanique, espaces verts et entreprises assimilées et associations
Catégorie 5.2	Commerce alimentaire, bar, brasserie, restauration et entreprises assimilées Activités culturelles accueillant du public ou des stagiaires dans leurs locaux
Catégorie 5.3	Commerce non alimentaire et entreprises assimilées
Catégorie 5.4	Activités de service, de bureaux, médicales et paramédicales et entreprises assimilées, et associations
Catégorie 5.5	Activités au domicile client ou assimilées
Catégorie 5.6	Agriculteurs ou entreprises assimilées
Catégorie 5.7	PME, Maison de Santé, Institut Médical ou assimilées

Conformément aux orientations proposées par la commission « déchets-environnement », Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'arrêter les barèmes suivants :

Pour les catégories n°1 à 3, le barème de la REOM 2021 est fixé comme suit :

	Toutes communes
Catégorie 1	107,88 €
Catégorie 2	215,76 €
Catégorie 3	269,64 €

Le barème REOM doit tenir compte du service rendu aux usagers

Pour la catégorie n°4, le barème de la REOM 2021 est fixé comme suit :

Application d'un coefficient

	Par mairie	Par salle des fêtes / salle de sport	Par classe
De moins de 500 habitants	0,50	0,25	0,25
De 500 à 2 000 habitants	0,75	0,50	0,25
De plus de 2 000 habitants	1,00	0,75	0,25

Le coefficient indiqué s'applique au barème "catégorie 1". Il est ici précisé qu'au cas où la classe dépendrait d'un regroupement scolaire, le REOM sera adressée au syndicat scolaire pour l'ensemble des classes du syndicat.

Pour la catégorie 5, le barème de la REOM 2021 est fixé comme suit :

	Toutes communes
Catégorie 5.1	54,00 €
Catégorie 5.2	134,88 €
Catégorie 5.3	54,00 €
Catégorie 5.4	37,80 €
Catégorie 5.5	27,00 €
Catégorie 5.6	54,00 €
Catégorie 5.7	269,64 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, par 56 voix pour, une voix contre (Sylvie LECLERC), et 3 abstentions (Florent WYCHOVALEK, Jean-Baptiste CARPENTIER, Eric PIERRET) :

- **ADOpte** le barème de REOM pour l'année 2021 selon les modalités et les montants précisés ci-dessus,
- **DECIDE** de déterminer les catégories comme précisées ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou un des Vice-Présidents, à signer tous documents nécessaires au recouvrement.

2020-12-03-06 Avenant au marché de collecte des ordures ménagères (rapporteur Jean PUPIN)

Par marché n°2018-S-0008 en date du 16/11/2018, la CCOP a confié à l'entreprise SEPUR des prestations de collecte robotisées des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire. L'exécution du marché a débuté par une période transitoire de collecte des bennes classiques afin de mettre en place sur toutes les communes les dispositions spécifiques à la collecte robotisée. A l'issue de cette période, il s'est avéré que la collecte robotisée dans certaines rues de Breteuil s'est avérée délicate, voire impossible.

L'avenant (annexe 5) a pour objet de prévoir une collecte à chargement par l'arrière sur le centre-ville de Breteuil. La prestation sera alors effectuée par une équipe constituée d'un conducteur et d'un agent de collecte. Les prestations sont rémunérées par un calcul comprenant une part fixe et une part liée au tonnage collecté. Le prix mensuel forfaitaire s'en trouve ainsi modifié à l'article C de l'avenant.

Cet avenant entraîne une incidence financière estimée à 120 000.24€ H.T sur la durée initiale du marché de 6 ans, soit une augmentation du marché de 3.64% du montant initial.

Il est proposé d'autoriser le président à signer cet avenant au marché SEPUR. Après délibération, il est décidé d'ajourner ce dossier.

FINANCES, ADMINISTRATION GENERALE, SANTE

2020-12-03-07 Révision libre des Attributions de Compensation pour certaines communes

(rapporteur Dominique RENARD)

Le montant de l'attribution de compensation fixé initialement entre l'EPCI et les communes membres peut à tout moment faire l'objet d'une révision. Le V de l'article 1609 nonies C prévoit 4 types de procédures de révision :

- La révision libre qui nécessite l'accord entre l'EPCI et ses communes intéressées : en l'occurrence les communes intéressées doivent délibérer sur le projet à la majorité simple, le conseil communautaire doit délibérer sur le projet à la majorité des 2/3 en vertu du rapport de la CLECT 2019 (problème des ACNE) ;
- La révision liée à tout transfert de charges entre l'EPCI et ses communes membres (Esquennoy et Saint-André-Farivillers) ;
- La révision unilatérale du montant des AC opérée sans accord entre l'EPCI et ses communes membres (si diminution des bases imposables à la fiscalité professionnelle, ou modification du périmètre de l'EPCI) ;
- La révision individualisée qui nécessite un accord entre l'EPCI et une majorité qualifiée de ses communes membres (2/3 des communes représentant 50% de la population ou vice versa), pour une révision à la baisse inférieure ou égale à 5% du montant des AC des communes ayant un potentiel financier par habitant supérieur de plus de 20% au potentiel financier moyen par habitant des communes membres.

S'agissant du transfert de charges et produits pour les communes d'Esquennoy et de Saint-André-Farivillers, la révision se fera après le vote des conseils municipaux sur le rapport 2020 de la CLECT.

En attendant que la CLECT se prononce sur un rapport définitif, il vous est proposé, au vu des premiers éléments validés par la CLECT, d'arrêter les montants provisoires suivants qui n'ont pas appelé de remarques des membres de la CLECT lors de la réunion du 14/09/2020 :

Ainsi, l'attribution de compensation provisoire pour Esquennoy passe de 115.228,20€ à 127.852,08€ par an, et celle de Saint-André-Farivillers passe de 94.748,25€ à 93.240,55€ par an, à compter de l'année 2020. Les éléments seront transmis au service de comptabilité qui procèdera aux ajustements avant le 31/12/2020.

Pour les autres communes, il n'y a aucun changement pour l'instant. Après délibération, ce projet est adopté par 57 voix pour, une voix contre (Jean-Pierre GREVIN), 2 abstentions (Florent WYCHOVALEK, Eric PIERRET).

2020-12-03-08 Subventions aux associations, aux communes et aux entreprises (rapporteur Dominique RENARD)

Octroi de subventions aux associations sportives

Avis favorables des commissions « Sports, jeunesse, Loisirs » et « Finances, Administration générale, Santé »

N°	Nom des associations	Montants proposés
1	AAE	1.400€
2	RABE	1.300€
3	FAC	1.500€
4	ACP	2.000€
5	US Froissy	3.100€
6	AS Noyers	2.000€
7	ASOEB	7.000€
8	Billard de Montreuil	350€
9	US Breteuil	14.000€
10	JS Thieux	2.750€
11	US Paillart	1.500€
12	Tennis club de Breteuil	1.000€
13	Judo club Breteuillois	750€

Après délibération, ces propositions sont adoptées par :

- Subvention n°1 par 58 voix pour, 1 voix contre (Sylvain GERMAIN), 1 abstentions (Eric PIERRET)
- Subvention n°2 : par 59 voix pour, 1 abstention (Sylvie LECLERC)
- Subvention n°3 : à l'unanimité
- Subvention n°4 : 58 voix pour et 2 abstentions (Eric PIERRET, Sylvie LECLERC)
- Subvention n°5 : 59 voix pour et 1 abstention (Eric PIERRET)
- Subvention n°6 : à l'unanimité
- Subvention n°7 : 59 voix pour et 1 abstention (Sylvie LECLERC)
- Subvention n°8 : 59 voix pour et 1 abstention (Eric PIERRET)
- Subvention n°9 : 54 voix pour, 2 voix contre (Sylvain GERMAIN, Xavier TRIPET), 4 abstentions (Annie BRUGAIT, Florent WYCHOVALEK, Eric PIERRET, Sylvie LECLERC)
- Subvention n°10 : à l'unanimité
- Subvention n°11 : à l'unanimité
- Subvention n°12 : 58 voix pour, et 2 abstentions (Eric PIERRET, Sylvie LECLERC)
- Subvention n°13 : à l'unanimité

Octroi de subventions aux entreprises et aux communes

Avis favorables des commissions « développement économique, mobilité, aménagement du territoire » et « finances, administration générale, santé ».

FISAC

Garage GODIN, à Bacouël, dépense subventionnable de 14.292€HT, subvention Fisac de 2.858€ et subvention CCOP de 2.858€. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

FEE comme SI, à Breteuil, dépense subventionnable de 9.988€HT, subvention Fisac de 1.998€ et CCOP de 1.998€. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Beauté nomade, à Noyers-Saint-Martin, dépense subventionnable de 2.115€ HT, subvention Fisac de 461€ et CCOP 461€. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Commune de Froissy : réhabilitation du centre-bourg, dépense subventionnable de 33.017€HT, subvention Fisac de 2.814€ et fonds de concours de la CCOP de 5.842€. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

SISA de l'Abbaye

Proposition de financement du reste à charge pour l'achat d'un tomodensitomètre nécessaire au cabinet d'ophtalmologistes : 16.000€. Il est proposé de voter cette subvention. Cette proposition est adoptée par 57 voix pour, 1 voix contre (Sylvain GERMAIN), et 2 abstentions (Eric PIERRET, Dominique GAUDEFROY)

Petit patrimoine

Gouy-les-Groseillers : le précédent dossier voté en octobre concernait une grille. Les travaux et le dossier avaient été faits en 2019. Ce dossier porte sur la réfection de l'intérieur de l'église, la rénovation des bancs et de l'autel, pour un montant de 3.690,21€HT ; le montant du fonds de concours proposé pour 2020 est donc de 1.500€. Les commissions ont émis des avis favorables. Il est proposé d'adopter cette proposition de fonds de concours. Cette proposition est adoptée par 59 voix pour, et 1 abstention (Philippe GHEERAERT).

Fonds de solidarité COVID-19

Pour faire suite aux avis favorables des commissions « développement économique, mobilité, aménagement du territoire » et « finances, administration générale, santé » il est proposé de voter les subventions de 500€ aux entreprises ci-après. Après délibération, toutes les propositions sont adoptées à l'unanimité sauf pour l'entreprise « Élégance Canine » de Breteuil qui est adoptée par 59 voix pour et 1 abstention (Marc CAGNARD), et « LME Hypnose » d'Esquennoy, qui est adoptée par 59 voix et 1 abstention (Philippe JACQUIER)

Mr Eric DARRAS quitte la séance et donne procuration à Mr Philippe DELANNOY.

2020-12-03 09 Demandes de subventions (rapporteur Dominique RENARD)

Redynamisation des centres-bourgs

La ville de Breteuil a répondu à un appel à projets concernant la redynamisation des centres-villes. Dans le cadre du volet développement économique de l'appel à projets Redynamisation des Centres-Villes, la Région Hauts-de-France peut aussi cofinancer un poste de manager de Centre-Ville, même au niveau de l'EPCI, et qui pourrait être porté par la CCOP, à hauteur de 15 000€ par an, sur 2 ans (maxi 40% du coût total)

Pour ce faire, la CCOP doit prendre une délibération afin de solliciter la subvention auprès de la Région Hauts-de-France. Il est proposé de solliciter cette subvention auprès de la région. Après délibération, cette proposition est adoptée par 59 voix pour et 1 abstention (Sylvie LECLERC).

Construction de vestiaires au stade de Breteuil

Dans le cadre de la PRADET, la commune de Breteuil vient de se doter d'un terrain de sport synthétique visant à favoriser le développement des sports pratiqués en extérieur en toutes saisons. Ce type d'équipement vise à permettre la diversification et la multiplication des actions des associations sportives sur le territoire dont Breteuil est le bourg centre.

En complément de ce terrain, la ville propose d'équiper l'espace par l'aménagement extérieur et la création de quatre vestiaires.

Les aménagements extérieurs, consistant en la création d'un espace de stationnement, sont prévus afin de garantir l'accès des véhicules des éducateurs, officiels et arbitres, mais surtout des personnes à mobilité réduite. Suite aux travaux pour les fondations des vestiaires, la zone existante de parking sera détruite, il est donc primordial de la recréer.

La création de quatre vestiaires doit répondre aux effectifs grandissants du principal utilisateur (plus de trois cents licenciés), notamment dans le cadre du développement du football féminin. Enfin, notons que la commune de Breteuil, au sein du territoire, s'est positionnée et a été retenue dans le cadre de l'appel à projets « Terre de Jeux » pour les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024. Cet équipement sera un atout local de toute première importance dans l'argumentaire développé.

Postes de dépenses	DEPENSES (€)	RECETTES (€)		
Travaux estimatifs	431 058 €	Conseil régional	232 014 €	49 %
Études préalables	5 000 €	Conseil départemental 60	146 784 €	31 %
Maitrise d'œuvre	24 440 €	Commune	94 700 €	20 %
AMO	10 000 €			
CSPS	3 000 €			
Total	473 498 €		473 498 €	100 %

Il est proposé de solliciter cette subvention auprès de la Région Hauts-de-France pour la ville de Breteuil, dans le cadre de la PRADET. La commission « finances, administration générale, santé » a émis un avis favorable. Après délibération, la proposition est adoptée par 59 voix pour et 1 abstention (Florent WYCHOVALEK).

Construction d'une salle socio-culturelle à Montreuil-sur-Brèche

La municipalité dispose actuellement d'une salle polyvalente située au cœur du village. Cette salle permet d'accueillir différentes manifestations communales ou associatives et la restauration scolaire. Elle est également proposée à la location pour diverses cérémonies. Cependant, cet équipement présente des problèmes en matière d'accessibilité, de cuisine non adaptée à la restauration scolaire, de nuisances acoustiques importantes, elle est trop éloignée de l'école, sans stationnement. Pour ces raisons, la commune de Montreuil-sur-Brèche a pour objet la construction d'une salle socio-culturelle, d'un restaurant scolaire et d'un accueil périscolaire. La salle socio-culturelle sera destinée aux activités associatives, communales et intercommunales, et sera proposée à la location pour diverses cérémonies pour accueillir 120 personnes. Le restaurant scolaire permettra d'accueillir 50 enfants. Quant à l'accueil périscolaire, il devra pouvoir recevoir 30 enfants le matin et le soir. Pour des raisons d'économie et afin de limiter l'impact sur l'emprise foncière, il a été décidé de mutualiser certains espaces tels que la salle de restauration/la salle socio-culturelle (séparation par une cloison amovible), la cuisine et les espaces communs, sanitaires, hall d'entrée...

Des places de stationnement en nombre suffisant pour cet équipement seront prévues. L'aménagement paysager et les installations techniques nécessaires au fonctionnement du bâtiment seront à prévoir. Les espaces extérieurs seront également mis en accessibilité pour les PMR depuis la zone de stationnement.

Postes de dépenses	DEPENSES (€)	Assiette Région (€)	RECETTES (€)		
Travaux estimatifs	1.853.852€	885.751 €	Conseil régional	101.336€	4,6%
Maitrise d'œuvre	120.552€	52 316 €	CD60 VRD	168.000€	7,55%
Contrôles techniques	7.468€	3.565 €	CD60 périscolaire	252 000€	11,33%
			CD60 cantine	252.000€	11,33%
AMO	35.000€	0 €	CAF périscolaire	76.486€	3,44%
CSPS	6.969€	3 327 €	DETR cantine	67.500€	3,03%
Etudes complémentaires	60.710€	21.820 €	DETR périscolaire	67.500€	3,03%
			DETR VRD	60.000€	2,70%
Révisions, aléas	134.428€	69.395 €	Commune	1.177.878€	52,99%
Totaux	2.222.700€	1.036.174 €		2.222.700 €	100 %

Il est proposé de solliciter cette subvention auprès de la Région Hauts-de-France pour la commune de Montreuil-sur-Brèche, dans le cadre de la PRADET. La commission « finances, administration générale, santé » a émis un avis favorable. Après délibération, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Demande de financements pour la création d'un market place en ligne

Demande de subvention à la Région Hauts-de-France ou/et à l'Etat (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) pour la création d'un market place (valeur de l'investissement 15.000€ HT+ abonnement et hébergement annuel 4.500€HT = 23.400€TTC)

- Sur l'enveloppe « commerceenligne » pour 15.000€HT d'achat du logiciel, un financement de 9.750€
- Sur l'enveloppe de l'ANCT : financement possible de 80% de 20.000€TTC maxi, soit 16.000€

Avis favorables des commissions « développement économique, mobilité, aménagement du territoire » et « finances, administration générale, santé ». Il est proposé d'autoriser Mr le Président à faire ces demandes de subventions. Cette proposition est adoptée par 59 voix pour et 1 abstention (Eric PIERRET).

2020-12-03-10 Protocole d'accord transactionnel - marché pour la réalisation de l'opération de construction du musée archéologique de l'Oise (rapporteur Dominique RENARD)

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- Considérant que par marché en date du 05 septembre 2009, la Communauté de Communes des Vallées de la Brèche et de la Noye (CCVBN) a confié à l'entreprise SARL LEGUE le lot n°11 « chauffage-ventilation » du marché de construction du musée archéologique de l'Oise, pour un montant total de 234 086.81€ H.T soit 279 967.82€ T.T.C (montant initial + avenant).
- Considérant que la CCVBN a réceptionné les travaux le 28 septembre 2011 en émettant des réserves portant notamment sur la dalle du plancher chauffant qui comportait des fissures de différentes profondeurs ainsi que plusieurs problèmes de finition.
- Considérant que la CCVBN, représentée par la SCP BRIOT, a exercé un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens contre la SARL LEGUE en vue d'obtenir réparation des désordres affectant le revêtement du sol du musée archéologique de l'Oise.
- Considérant que par décision en date du 19 janvier 2018, le Tribunal Administratif d'Amiens a condamné la société SARL LEGUE à verser à la CCVBN la somme de

36 000€ en réparation des préjudices subis, 1 500€ en application de l'article L.761-1 du code de justice administrative et 1250€ au titre de frais d'expertise.

- Considérant que la CCVBN, devenue CCOP, doit régler à la société SARL LEGUE les sommes suivantes :
 - 4 937.48€ T.T.C au titre du solde du marché.
 - 13 751.50€ T.T.C au titre du remboursement de la retenue de la garantie.
- Considérant que dans un souci d'apaisement et, afin de ne pas mettre en difficulté la société SARL LEGUE, les parties, la société SARL LEGUE et la CCOP, ont convenu de régler le litige à l'amiable, par la rédaction d'un protocole transactionnel suite à une entrevue le 22 octobre 2020 ;

Après en avoir délibéré,

Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- D'approuver les termes du protocole transactionnel, dont le projet est joint en annexe 7, entre la CCOP et la société SARL LEGUE ayant pour objet de clôturer le litige
- D'autoriser le président à signer le protocole transactionnel et tous actes nécessaires à l'exécution de celui-ci.

2020-12-03-11 Décisions modificatives sur les budgets (rapporteur Dominique RENARD)

BUDGET PRINCIPAL : décision modificative n°2					
SECTION FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
<i>Article</i>	<i>Montant</i>	<i>Objet</i>	<i>Article</i>	<i>Montant</i>	<i>Objet</i>
<i>Total</i>	<i>0,00</i>		<i>Total</i>	<i>0,00</i>	
SECTION INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
<i>Article</i>	<i>Montant</i>	<i>Objet</i>	<i>Article</i>	<i>Montant</i>	<i>Objet</i>
2051	20 000,00	Acquisition logiciel Market Place pour vente en ligne commerçants			
204122	-20 000,00	Subvention équipement versée Région			
<i>Total</i>	<i>0,00</i>		<i>Total</i>	<i>0,00</i>	

Après en avoir délibéré, les membres du conseil communautaire, à l'unanimité, valident cette décision modificative.

BUDGET ABBAYE : décision modificative n°3					
SECTION FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
60611	1 000,00	Eau et assainissement	74758	45 000,00	Subvention du budget principal
60621	1 000,00	Combustibles			
6135	8 000,00	Locations mobilières			
615221	11 700,00	Entretiens et réparations bâtiments publics			
615228	10 000,00	Entretiens et réparations autres bâtiments			
6336	300,00	Cotisations Centre de gestion et CNFPT			
64131	10 000,00	Rémunérations personnel non titulaire			
6451	3 000,00	Cotisations à l'URSSAF			
Total	45 000,00		Total	45 000,00	
SECTION INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
2181	-16 000,00	Installations générales, agencements et aménagements divers			
20421	16 000,00	Participation scanner MSP			
Total	0,00		Total	0,00	

Après en avoir délibéré, les membres du conseil communautaire, par 59 voix pour et 1 voix contre (Sylvain GERMAIN), valident cette décision modificative.

BUDGET ORDURES MENAGERES : décision modificative n°1					
SECTION FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
6215	74 800,00	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	658	-74 800,00	Autres charges de gestion courante
Total	74 800,00		Total	-74 800,00	
SECTION INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
Total	0,00		Total	0,00	

Après en avoir délibéré, les membres du conseil communautaire, par 59 voix pour et 1 abstention (Philippe JACQUIER), valident cette décision modificative.

BUDGET SPANC : décision modificative n°2					
SECTION FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
6215	20 000,00	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	658	-20 000,00	Autres charges de gestion courante
Total	20 000,00		Total	-20 000,00	
SECTION INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
Total	0,00		Total	0,00	

Après en avoir délibéré, les membres du conseil communautaire, à l'unanimité, valident cette décision modificative.

BUDGET PISCINE : décision modificative n°1					
SECTION FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
661121	1 000,00	Intérêts courus non échus 2020 (ICNE)	74751	1 000,00	Subvention du budget principal
Total	1 000,00		Total	1 000,00	
SECTION INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
Total	0,00		Total	0,00	

Après en avoir délibéré, les membres du conseil communautaire, à l'unanimité, valident cette décision modificative.

BUDGET GITE : décision modificative n°2					
SECTION FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
Article	Montant	Objet	Article	Montant	Objet
661121	11 000,00	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	74751	11 000,00	Subvention du budget principal
Total	11 000,00		Total	11 000,00	

Après en avoir délibéré, les membres du conseil communautaire, à l'unanimité, valident cette décision modificative.

2020-12-03-12 Ouverture par anticipation des crédits budgétaires pour la section d'investissement 2021 (rapporteur Dominique RENARD)

Le Conseil Communautaire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1612-1,

Monsieur le Président indique que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Afin de permettre la réalisation des travaux ayant déjà fait l'objet d'une décision favorable par le conseil communautaire ou être en mesure de faire face à des dépenses d'investissement nécessaires au bon fonctionnement des services, il est proposé d'ouvrir par anticipation, en investissement, des crédits budgétaires comme suit :

Budget principal :

- Chapitre 20 (immobilisations incorporelles) : 160 896.00 €
- Chapitre 204 (subventions d'investissement versées) : 104 500.00 €
- Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : 233 625.75 €
- Chapitre 23 (immobilisations en cours) : 390 000.00 €
- Chapitre 27 (autres immobilisations financières) : 16 750.00 €

Budget ordures ménagères :

- Chapitre 20 (immobilisations incorporelles) : 2 500.00 €
- Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : 21 617.81 €

Budget SPANC :

- Chapitre 20 (immobilisations incorporelles) : 1 500.00 €
- Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : 1 557.33 €

Budget Belle Assise :

- Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : 79 561.50 €
- Chapitre 23 (immobilisations en cours) : 75 000.00 €

Budget Centre Aquatique :

- Chapitre 20 (immobilisations incorporelles) : 12 000.00 €
- Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : 15 502.50 €
- Chapitre 23 (immobilisations en cours) : 342 500.00 €

Budget Gîte Château de la Butte :

- Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : 3 837.50 €

Budget Abbaye :

- Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : 82 782.50€

Budget Service Musée / Service Archéologique :

- Chapitre 20 (immobilisations incorporelles) : 1 500.00 €
- Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : 15 125.00 €
- Chapitre 22 (immobilisations reçues en affectation) : 1 500.00 €

Budget Zone de Breteuil :

- Chapitre 23 (immobilisations en cours) : 66 250.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité décide :

➤ **D'OUVRIRE PAR ANTICIPATION**, en investissement, sur les différents budgets, des crédits budgétaires, selon l'affectation détaillée ci-dessus,

➤ **DE S'ENGAGER** à reprendre ces crédits ouverts par anticipation aux budgets primitifs 2020 (principal et annexes) de la Communauté de Communes de l'Oise Picarde.

TRAVAUX, VOIRIE, ENTRETIEN DE BATIMENTS

2020-12-03-13 Conventions de salage et déneigement avec les communes (rapporteur Pierre DUGROSPREZ)

Sur le fondement des articles L5214-16-1, L5216-7-1, L5215-27 ou L5212-7-7 du code général des collectivités territoriales, et en vertu des principes de mutualisation (dont le rapport est en cours de préparation), il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer, avec les

communes sur lesquelles les services communautaires sont installés, des conventions de prestation de services pour palier, en cas de besoin, au salage et au déneigement des voies communautaires. Cette proposition est adoptée à l'unanimité. De plus, sur proposition de la commission « finances, administration générale et santé », les membres du conseil communautaire décident d'arrêter à 50€, le tarif de l'heure d'intervention des communes dans le cadre de ces conventions.

Il est proposé d'autoriser le président à renouveler chaque année ces conventions hivernales avec les communes jusqu'au renouvellement des membres du conseil communautaire fixé pour l'instant en mars 2026. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

2020-12-03-14 Protocoles d'expropriation dans le cadre de la réhabilitation du chemin de La Borde (rapporteur Pierre DUGROSPREZ)

– approbation d'un traité d'adhésion avec les consorts DEFASQUELLE

En 2010, la Communauté de Communes de Crèvecœur-le-Grand a lancé une procédure d'expropriation en vue de réaliser des travaux de réhabilitation du chemin de la Borde, situé dans la commune de Crèvecœur-le-Grand.

Par ordonnance en date du 13 mars 2015, rectifiée par deux ordonnances des 20 avril et 26 octobre 2015, la propriété des parcelles comprises dans l'emprise du projet a été transférée à la Communauté de Communes de Crèvecœur-le-Grand.

En application du code de l'expropriation la Communauté de Communes doit indemniser l'ensemble des propriétaires et des locataires afin de pouvoir prendre possession des terrains.

Or aucune procédure de fixation des indemnités n'a été initiée par la CCOP qui est venue aux droits de la communauté de communes de Crèvecœur-le Grand à l'issue de la fusion avec la Communauté de Communes des Vallées de la Brèche et de la Noye.

Le Conseil Départemental dans le cadre du projet de construction d'un collège et de sécurisation de ses abords à Crèvecœur-le-Grand doit réaliser un giratoire sur la RD 930 et, a besoin d'une emprise sur des parcelles ayant fait l'objet de la procédure d'expropriation et notamment la parcelle ZE121 d'une superficie de 38m².

Dans ce contexte, la CCOP a décidé de reprendre la procédure d'indemnisation des propriétaires concernés par le projet du Département dans un premier temps.

La CCOP a adressé une offre d'indemnisation aux consorts DEFASQUELLE, au vu de l'avis des services fiscaux en date du 14/09/2020, selon le barème de 0.90€ le m² pour l'indemnité principale et, une indemnité de remplacement calculée forfaitairement en proportion de l'indemnité principale dont le taux s'établit de la façon suivante : 20% jusqu'à 5000€, 15% pour la tranche de 5000€ à 15 000€, 10% au-delà de 15 000€ au titre de l'indemnité de remplacement.

L'indemnisation amiable se matérialise par la signature d'un traité d'adhésion dont le projet est joint à la présente note.

Une offre d'indemnisation calculée selon le protocole d'indemnisation des exploitants agricoles expropriés conclu entre les représentants des agriculteurs de l'Oise et le Directeur départemental des finances publiques de l'Oise a été adressée à l'exploitant de la parcelle. Le projet de promesse d'éviction est joint à la présente note.

Les consorts DEFASQUELLE ont accepté l'offre d'indemnisation de la CCOP.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de l'expropriation,

Vu les ordonnances d'expropriation du 13 mars 2015, rectifiée par deux ordonnances des 20 avril et 26 octobre 2015,

Vu l'avis des services fiscaux du 14/09/2020,

Vu le projet de traité d'adhésion (annexe 8),

Vu le projet de promesse d'éviction,

Après en avoir délibéré,

Il est demandé au conseil communautaire :

- De fixer le montant des indemnités pour l'expropriation des terrains ci-dessous mentionnés :

Indemnités pour les propriétaires

Propriétaires expropriés	Parcelles	Surface en m ²	Indemnité principale : 0.90€ le m ²	Indemnité de emploi : 20% sur 5000€ 15% sur 10 000€ 10% sur 25 000€	Total des indemnités
Consorts DEFASQUELLE	ZE 121	38 m ²	34.20€	6.84€	41.20€

Indemnités pour l'exploitant :

Propriétaires expropriés	Locataire de la parcelle	Parcelles	Surface en m ²	Indemnité d'expropriation : 0.8998€	Total des indemnités
Consorts DEFASQUELLE	M. DEFASQUELLE Yannick	ZE 121	38 m ²	34.19€	34.19€

- D'approuver les termes du traité d'adhésion avec les consorts DEFASQUELLE.
- D'approuver la promesse d'éviction avec l'exploitant agricole.
- D'autoriser Monsieur le président ou toute personne dûment habilitée à signer le traité comportant adhésion à ordonnance d'expropriation et tous les actes nécessaires à son exécution

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

Approbation d'un traité d'adhésion avec les consorts BUSSY

En 2010, la Communauté de Communes de Crèvecœur-le-Grand a lancé une procédure d'expropriation en vue de réaliser des travaux de réhabilitation du chemin de la Borde, situé dans la commune de Crèvecœur-le-Grand.

Une ordonnance d'expropriation a été prononcée le 13 mars 2015, rectifiée par deux ordonnances des 20 avril et 26 octobre 2015.

La propriété de la parcelle cadastrée ZH 147 d'une superficie de 262m² a ainsi été transférée à la Communauté de Communes de Crèvecœur-le-Grand. L'entrée en jouissance du bien est subordonnée au paiement de l'indemnité d'expropriation.

La CCOP a adressé une offre d'indemnisation aux consorts BUSSY, au vu de l'avis des services fiscaux en date du 14/09/2020, selon le barème de 0.90€ le m² pour l'indemnité principale et, une indemnité de remploi calculée forfaitairement en proportion de l'indemnité principale dont le taux s'établit de la façon suivante : 20% jusqu'à 5000€, 15% pour la tranche de 5000€ à 15 000€, 10% au-delà de 15 000€ au titre de l'indemnité de remploi.

L'indemnisation amiable se matérialise par la signature d'un traité d'adhésion. Une offre d'indemnisation calculée selon le protocole d'indemnisation des exploitants agricoles expropriés conclu entre les représentants des agriculteurs de l'Oise et le Directeur départemental des finances publiques de l'Oise a été adressée à l'exploitant de la parcelle concernée.

Les consorts BUSSY ont accepté l'offre d'indemnisation de la CCOP.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de l'expropriation,

Vu les ordonnances d'expropriation du 13 mars 2015, rectifiée par deux ordonnances des 20 avril et 26 octobre 2015,

Vu l'avis des services fiscaux du 14/09/2020,

Vu le projet de traité d'adhésion (annexe 9),

Vu le projet de promesse d'éviction,

Après en avoir délibéré,

Il est demandé au conseil communautaire de décider :

- De fixer le montant des indemnités pour l'expropriation des terrains ci-dessous mentionnés :

Indemnités pour les propriétaires

Propriétaires expropriés	Parcelles	Surface en m ²	Indemnité principale : 0.90€ le m ²	Indemnité de remploi : 20% sur 5000€ 15% sur 10 000€ 10% sur 25 000€	Total des indemnités
Consorts BUSSY	ZH 147	262 m ²	235.80€	47.16€	282.96€

Indemnités proposées à l'exploitant :

Propriétaires expropriés	Locataire de la parcelle	Parcelles	Surface en m ²	Indemnité d'expropriation : 0.8998€	Total des indemnités
Consorts BUSSY	M. BUSSY Mickaël	ZH 147	262 m ²	235.75€	235.75€

- D'approuver les termes du traité d'adhésion avec les consorts DEFASQUELLE.
- D'approuver la convention avec l'exploitant agricole.
- D'autoriser Monsieur le président ou toute personne dûment habilitée à signer le traité comportant adhésion à ordonnance d'expropriation et tous les actes nécessaires à son exécution

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

RESSOURCES HUMAINES, VIE SOCIALE ET SCOLAIRE

2020-12-03-15 Nouvelles adhésions de communes à l'ENT (rapporteur Arlette DEVAUX)

De nouvelles communes ont souhaité se rattacher à la convention passée avec le SMOTHD.

Il est donc proposé d'autoriser le Président à signer un avenant à la convention administrative, financière et technique d'exercice de la compétence espace numérique de travail 1^{er} degré avec le SMOTHD, la convention initialement approuvée par cette assemblée n'étant pas modifiée exceptée par l'ajout de ces nouvelles communes.

La communauté de communes prendra donc en charge le coût de connexion à la plateforme de cet Espace Numérique de Travail, à raison de 1,55€HT par élève des écoles concernées.

Il est proposé d'approuver ces dispositions et d'autoriser le président à signer la convention modifiée. Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

2020-12-03-16 Création de postes (rapporteur Arlette DEVAUX)

Pour faire suite à la commission « finances, administration générale, santé », il est proposé de créer :

- Un poste de Rédacteur principal 2^{ème} classe à temps complet pour permettre l'évolution d'un agent ;
- Un poste de Conservateur du patrimoine en chef à temps complet pour permettre l'évolution d'un agent ;

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité. Les postes seront créés à partir du 01/01/2021.

- Diverses informations

Messieurs LE CONTE et LOISEL souhaitent que la CCOP prenne position sur les éoliennes. Mr le Président CAUWEL saisira le conseil communautaire sur ce sujet à la prochaine réunion.

Le Président clôture le conseil communautaire à 21h00.